

Nigeria/Dans sa lutte contre les islamistes

L'armée annonce l'arrestation du chef du groupe islamiste Ansaru

AFP  
Kano/Nigeria

Al-Barnawi, 47 ans, de son vrai nom Usman Umar Abubakar, "était en haut de la liste des terroristes" que recherchaient les autorités militaires.

LE chef du groupe islamiste nigérian Ansaru, dissident de Boko Haram et lié à Al-Qaïda au Maghreb islamiste (Aqmi), a été arrêté vendredi dans le centre du Nigeria, a annoncé l'armée hier. "Les agents de sécurité ont effectué vendredi une avancée dans la lutte contre le terrorisme en arrêtant Khalid al-Barnawi, le chef du

groupe terroriste Ansaru à Lokoja", capitale de l'État de Kogi (centre), a déclaré le porte-parole de l'armée nigériane Rabe Abubakar. Al-Barnawi, 47 ans, de son vrai nom Usman Umar Abubakar, "était en haut de la liste des terroristes que nous recherchons", a précisé à l'AFP le porte-parole militaire. Originaire de la ville de Biu dans l'État de Borno (nord), il avait pris la tête d'Ansaru après la mort de son fondateur, Abubakar Adam Kambar, lors d'un raid militaire dans sa cachette de Kano, au nord du Nigeria, en mars 2012. En 2012, le Département d'Etat américain avait inscrit les deux hommes sur sa liste des terroristes inter-

nationaux les plus recherchés, aux côtés d'Abubakar Shekau, le chef de Boko Haram. "Shekau est le dirigeant le plus visible du groupe Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-Jihad, communément appelé Boko Haram, basé au Nigeria. Khalid al-Barnawi et Abubakar Adam Kambar ont des liens avec Boko Haram et des rapports étroits avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), une organisation classée terroriste", écrivait alors le Département d'Etat américain dans un communiqué. Ansaru est une branche de Boko Haram qui a fait dissidence en 2012, en raison de différends idéologiques et d'une rivalité entre Shekau

et al-Barnawi, alors un de ses lieutenants. Depuis sa création, Ansaru s'est notamment fait connaître par des attaques médiatiques et des enlèvements d'occidentaux. Al-Barnawi avait organisé l'enlèvement en mai 2011 de deux ingénieurs, un Britannique et un Italien, dans l'État de Kebbi (nord). Les deux otages avaient été tués lors d'une opération ratée de sauvetage des forces spéciales nigérianes, appuyées par les Britanniques, dans la ville de Sokoto (nord) en mars 2012. Entraîné en Afghanistan et en Algérie, il était aussi derrière le rapt d'un ingénieur allemand en janvier 2012 dans la ville de Kano. Ce dernier avait été tué, ainsi

que quatre de ses ravisseurs, lors d'une autre tentative malheureuse de sauvetage de l'armée nigériane fin mai 2012 dans la périphérie de Kano, où est principalement basé le groupe. Ansaru avait aussi revendiqué l'attaque d'un établissement de très haute sécurité fin décembre 2012 à Abuja, tuant deux policiers nigériens, et libérant 40 islamistes qui y étaient détenus. L'enlèvement le 19 décembre 2012 de l'ingénieur français Francis Collomb, à Rimé, dans l'État de Katsina, frontalier du Niger, avait aussi été revendiqué par ces islamistes. Le Français avait réussi à s'échapper, seul, en novembre 2013.

L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Politique. Parlement : Zuma va savoir**  
Le Parlement sud-africain examinera demain la procédure de destitution déposée par l'opposition contre le président Jacob Zuma, reconnu coupable d'avoir violé la Constitution, a annoncé hier le porte-parole de l'Assemblée, Baleka Mbete.
- **Centrafrique/Politique. Simplice Sarandji nommé Premier ministre**  
Le président centrafricain Faustin Archange Touadéra, élu le 14 février, a nommé samedi comme Premier ministre un de ses proches collaborateurs, Mathieu Simplice Sarandji, 61 ans, selon un décret présidentiel lu à la radio d'État.
- **Libye/Politique. La BCL et la NOC derrière le gouvernement d'union**  
La Banque centrale libyenne (BCL) et la Compagnie nationale de pétrole (NOC) ont annoncé leur soutien au gouvernement d'union nationale en Libye dirigé par Fayez al-Sarraj (photo), un nouveau revers pour les autorités non-reconnues basées à Tripoli.

Egypte-Etats-Unis/Diplomatie

Des parlementaires américains soutiennent Sissi malgré son bilan sur les droits de l'Homme

AFP  
Le Caire/Egypte

DES parlementaires républicains américains ont estimé hier au Caire que le président Abdel Fattah al-Sissi était l'homme dont avait besoin l'Egypte, alors que Washington dénonce régulièrement des violations en matière des droits de l'Homme dans ce pays. Le sénateur républicain Lindsey Graham, à la tête d'une délégation de six membres, a apporté son soutien au président égyptien qui lutte contre une insurrection jihadiste dans la péninsule du Sinaï (est). "M. Sissi est l'homme de la situation", a affirmé M. Graham lors d'une conférence de presse après la rencontre des parlementaires avec

le président égyptien. "Le président a exprimé son désir de détruire Daech", a-t-il souligné, faisant référence au groupe jihadiste Etat islamique, actif en Irak et en Syrie mais aussi dans le nord du Sinaï, où des centaines de policiers et de soldats ont été tués dans des attentats depuis 2013. Interrogé sur les droits de l'Homme, il s'est montré moins critique que certains communiqués du département d'Etat américain. Après avoir destitué le président islamiste Mohamed Morsi en 2013, le régime de M. Sissi a tué en 10 mois plus de 1 400 manifestants pro-Morsi et emprisonné plus de 40 000 de ses partisans selon Amnesty international et Human Rights Watch. Les services de sécurité sont régulièrement accusés



Photo : AFP

Pour les parlementaires américains, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, "l'homme de la situation", "doit gérer l'équilibre entre sécurité et Etat de droit."

de détentions illégales, voire de tortures. "Je comprends que le pays est une nouvelle démocratie et sort du chaos", a affirmé M. Graham. "Il (Sissi) doit gérer l'équilibre entre la sécurité et l'Etat de droit", a-t-

il ajouté. "Il y a des éléments qui viennent en Egypte pour perturber la nation, et il y a beaucoup de gens qui viennent ici pour vous aider. Ne les traitez pas tous de la même manière", a-t-il

ajouté. L'Onu et 13 ONG internationales ont dénoncé fin mars une enquête visant des défenseurs des droits de l'Homme pour des financements étrangers en Egypte. A propos de cette affaire, le chef de la diplomatie américaine John Kerry s'était dit "profondément préoccupé par la détérioration de la situation des droits de l'Homme en Egypte". Les relations entre Washington et l'Egypte, un allié clé de longue date dans la région, s'étaient un temps refroidies après la destitution de M. Morsi. En mars 2015, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils mettaient fin au gel partiel de leur aide militaire annuelle, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars (plus de 746 milliards de francs).



Photo : AFP

- **Niger/Politique. Brigi Rafini rempile à la Primature**  
Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, investi samedi pour un nouveau mandat de cinq ans, a reconduit le Touareg Brigi Rafini, 63 ans, au poste de Premier ministre, selon un communiqué du gouvernement lu à la radio officielle, La Voix du Sahel.

A travers le monde

- **Belgique/Attentats. Premiers vols à l'aéroport Bruxelles-Zaventem**  
L'aéroport de Bruxelles-Zaventem a marqué avec émotion hier le décollage des premiers vols passagers depuis les attentats meurtriers du 22 mars, symbole d'un début de retour à la normale en Belgique.
- **Irak/Conflit. Un expert de l'EI tué par un drone**  
Un expert en armement du groupe jihadiste Etat islamique (EI) soupçonné d'être impliqué dans une attaque qui avait causé la mort d'un Marine américain a été tué par un drone en Irak, a indiqué hier un porte-parole de la coalition internationale anti-EI.
- **Yémen/Conflit. Trois civils tués à Marib**  
Les rebelles Houthis ont bombardé hier un hôpital gouvernemental de la ville de Marib, dans le centre du Yémen, faisant trois morts civils, ont indiqué le directeur de l'établissement et un responsable local.

Arménie-Azerbaïdjan/Combats

Nagorny-Karabakh : les affrontements continuent malgré l'annonce d'un "cessez-le-feu"

AFP  
Terter/Azerbaïdjan

L'AZERBAÏDJAN et l'Arménie se sont mutuellement accusés de continuer les tirs malgré la trêve unilatérale annoncée par Bakou dans la région séparatiste du Nagorny-Karabakh, théâtre vendredi et samedi d'affrontements, les plus meurtriers depuis la fin de la guerre en 1994. Bakou "a décidé de cesser unilatéralement les hostilités", a annoncé hier matin le ministère azerbaïdjanais de la Défense. Mais son porte-parole Vagif Dargahly a ensuite déclaré à l'AFP que "les Arméniens ont continué de bombarder (dimanche) sans

interruption" des positions azerbaïdjanaises. "Les combats avec des tanks et l'artillerie continuent, puisque l'Azerbaïdjan ment en disant qu'il a cessé les hostilités", a répliqué son homologue, Artsrun Hovhannisian, qualifiant le cessez-le-feu de "piège". Selon lui, "l'Azerbaïdjan continue de bombarder à la fois l'armée du Karabakh et les villages arméniens". Un photographe de l'AFP a entendu des tirs sporadiques d'artillerie provenant des deux côtés à 12H30 GMT (13H30 au Gabon) à Terter, ville contrôlée par Bakou, à dix kilomètres de la ligne de front. "D'intenses combats se prolongent dans les secteurs sud-est et nord-est de la ligne de front", a assuré David Ba-



Photo : AFP

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement de la poursuite des combats dans la région séparatiste du Nagorny-Karabakh.

bayan, le porte-parole de la "présidence" de la région séparatiste. Soutenues par l'Arménie, les autorités du Nagorny-Karabakh ont déclaré être "prêt à discuter d'une proposition de

trêve" à condition de récupérer les positions et territoires perdus au cours des affrontements déclenchés vendredi et samedi. Mais l'Azerbaïdjan a déclaré vouloir "renforcer" ces posi-

tions stratégiques, "libérées" vendredi et samedi dans la région séparatiste, que la communauté internationale reconnaît comme lui appartenant. Dix-huit soldats des forces arméniennes et 12 soldats azerbaïdjanais ont été tués vendredi et samedi. Au moins 35 soldats des forces arméniennes ont également été blessés, a précisé samedi soir lors d'une allocution télévisée le président arménien Serge Sarkissian, originaire du Nagorny-Karabakh. Deux civils ont aussi été tués et dix autres blessés par les tirs d'artillerie, selon un communiqué du ministère azerbaïdjanais des Affaires intérieures. Les autorités séparatistes faisaient état d'un civil tué.